

SOCIAL Des spécialistes réunis à Saxon décrivent une situation très tendue dans le canton comme dans le reste du pays.

Près de 1800 enfants pauvres en Valais

GILLES BERREAU

Si le Valais, avec 1,7% de sa population au bénéfice de l'aide sociale (3,2% en Suisse) semble mieux préservé, force est de constater qu'un tiers de ces personnes sont des enfants de moins de 18 ans, soit 1764 jeunes selon les statistiques 2014. «C'est un chiffre énorme qui est en augmentation puisque ces enfants étaient 1295 en 2008», a indiqué récemment à Saxon Jérôme Favez. «Il est intéressant de noter que 50% des bénéficiaires de l'aide sociale en Valais sont des familles monoparentales», a ajouté le chef du Service valaisan de l'action sociale lors de la traditionnelle soirée Sarah Oberson organisée la semaine dernière à Saxon sur le thème «Les enfants de familles pauvres dans les pays riches».

Un enfant sur dix en Suisse

Sur ce plan, la situation est aussi compliquée. «Un enfant sur dix en Suisse est pauvre», a asséné Guillaume Grand, vice-président de la Fondation Oberson. Et pas besoin d'être à la rue pour être nécessiteux dans le monde moderne. «On parle de pauvreté relative pour toute personne se situant au-dessous de 50% du revenu moyen», indique Jean-Michel Bonvin, professeur à l'Université de Genève.

Voilà pour le constat. Quant aux remèdes, il estime que «ce taux peut être diminué par une politique sociale active». Un avis appuyé par la comparaison entre pays scandinaves et anglo-



JÉRÔME FAVEZ CHEF DE L'ACTION SOCIALE VALAISANNE

« La formation est la règle pour sortir de la pauvreté. »



PASCALE BYRNE-SUTTON PRÉSIDENTE D'ATD QUART MONDE SUISSE

« Il faut plus de lieux ouverts à la petite enfance. »

saxons. Les premiers ont développé une politique sociale active et se retrouvent entre 5 et 10% de pauvreté relative, contrairement aux seconds où le soutien est moindre et où l'on se retrouve entre 25 et 30% de pauvreté relative.

De la formation aux lieux pour les petits

La formation est une autre piste, montrée par Jérôme Favez. «C'est la règle de base pour sortir de l'aide sociale. 50% des personnes qui y sont n'ont jamais terminé une formation.» Mais Alexandre Antonin, directeur de Caritas Valais, prévient: «La réinsertion sociale doit précéder celle professionnelle.» A ce sujet, tout comme Jean-Michel Bonvin, Pascale Byrne-Sutton, présidente de l'ONG Quart Monde Suisse, a plaidé pour un soutien

à ces familles déjà lors de la petite enfance. «Il faut investir financièrement dans cette dernière en créant plus de lieux ouverts aux plus petits.»

L'argent rend le climat tendu

Toutefois, l'argent, nerf de la guerre, se fait rare. «Le climat est très tendu en Valais, car on risque un démantèlement du système social, si les économies demandées par certains élus au Parlement sont acceptées. On fera des économies, mais à court terme seulement», a commenté Jérôme Favez. Alexandre Antonin décrit aussi une situation sociale chaotique qui se profile à l'horizon. «On constate une péjoration de la situation. Les coupes budgétaires vont créer des tensions sociales énormes.» Cependant, selon Véronique Antonin-Tattini, pro-

LA FAUSSE PISTE DES PLACEMENTS

Selon ATD Quart Monde, il faut éviter de rendre plus difficile le parcours de l'enfant. Sa présidente suisse, Pascale Byrne-Sutton, a cité le placement des enfants de familles pauvres comme une fausse piste. «Au lieu d'écarter l'enfant, on pourrait mieux utiliser tout cet argent par un soutien et un accompagnement de ces familles.» Cette affirmation fait suite au témoignage d'une femme lors de la soirée de Saxon. «Dans ma famille, des enfants de cinq générations ont été placés. Il faut arrêter de séparer les fratries et aider les familles à rester ensemble.» Autre source de problème, la multiplication des rendez-vous (éducateur, psychologue) auxquels un enfant issu d'une famille en difficulté doit parfois se soumettre. «Avoir plusieurs rendez-vous de ce type par semaine complique encore le suivi scolaire», a averti la présidente d'ATD Quart Monde Suisse, citant le cas d'un enfant suivi par pas moins de douze spécialistes. ●

fesseuse à la HES-SO (travail social), les politiques publiques, cantonalisées et verticalisées rendent parfois les collaborations difficiles. «Il faut tout faire pour rendre les enfants heureux, si l'on veut rendre ce monde meilleur», a encore défendu avec sa force de conviction habituelle Béatrice Jordan, présidente de SOS Enfants de chez nous, en Valais. ●